« Coast, to coast... to coast ». Le rôle des francophonies boréales dans l'accueil, l'installation et la rétention des migrants francophones au Yukon, aux Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut

“Coast, to coast... to coast”. The role of Francophone boreal communities in the reception, settlement and retention of Francophone immigrants in the Yukon, the Northwest Territories and Nunavut

Christophe Traisnel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/eccs/383>

DOI : 10.4000/eccs.383

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2012

Pagination : 77-92

ISSN : 0153-1700

Référence électronique

Christophe Traisnel, « « Coast, to coast... to coast ». Le rôle des francophonies boréales dans l'accueil, l'installation et la rétention des migrants francophones au Yukon, aux Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 72 | 2012, mis en ligne le 01 juin 2014, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/383> ; DOI : 10.4000/eccs.383

**« COAST, TO COAST...TO COAST ».
LE RÔLE DES FRANCOPHONIES BORÉALES DANS
L'ACCUEIL, L'INSTALLATION ET LA RÉTENTION
DES MIGRANTS FRANCOPHONES AU YUKON, AUX
TERRITOIRES DU NORD-OUEST ET AU NUNAVUT**

Christophe TRAISNEL
Université de Moncton

Cet article présente l'un des principaux résultats d'une recherche effectuée sur les communautés francophones situées au Nunavut, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, à savoir le caractère essentiellement migratoire de ces communautés et l'impact de cette dimension sur la vitalité des francophonies boréales. La situation de ces minorités linguistiques est très particulière : en contact constant avec les communautés autochtones, ces francophonies ont développé une vie associative dynamique dans un contexte marqué non par un bilinguisme officiel (comme ailleurs au Canada), mais par un plurilinguisme territorial, le français jouissant dans les territoires d'une reconnaissance officielle, à l'instar de l'anglais, mais également des autres langues autochtones présentes. Cet article montre que si ces francophones « viennent d'ailleurs » et même de divers ailleurs (Europe, Afrique...), la plupart d'entre eux envisagent également de repartir un jour. Nous rendons compte des dynamiques propres à l'accueil de ces migrants francophones, de même qu'à l'impact de cette dimension migratoire sur la vie des communautés francophones, mais également de ces "sociétés boréales" canadiennes au contexte bien particulier.

This article presents one of the main results of a research conducted on francophone communities in Nunavut, Yukon and the Northwest Territories, namely the essentially migratory character of these communities and the impact of this dimension on the vitality of « francophonies boréales ». The situation of these linguistic minorities is very particular : in constant contact with indigenous communities, these francophonies have developed a dynamic associative life in a context marked not by an official bilingualism (as elsewhere in Canada), but by territorial multilingualism, French enjoying, like English and the other indigenous languages present, official recognition in the territories. This paper shows that if these francophones "coming from elsewhere" and even different "elsewheres" (i.e. Europe, Africa ...), most of them also plan to go back one day. We report on the dynamics in regards to the welcoming of francophone migrants, as well as the impact of this aspect of migration on the lives of Francophone communities, but also the very particular context of the Canadian "boréales societies".

Nous souhaitons ici présenter l'un des principaux résultats d'une recherche effectuée sur les communautés francophones situées au Nunavut, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, à savoir le caractère essentiellement migratoire de ces communautés et l'impact de cette dimension sur la vitalité des francophonies boréales.

La situation de ces minorités linguistiques est très particulière : en contact constant avec les communautés autochtones, ces francophonies ont développé une vie associative dynamique dans un contexte marqué non par un

bilinguisme officiel (comme ailleurs au Canada), mais par un plurilinguisme territorial, le français jouissant dans les territoires d'une reconnaissance officielle, à l'instar de l'anglais, mais également des autres langues autochtones présentes.

Si ces francophones « viennent d'ailleurs » et même de divers ailleurs (Europe, Afrique...), la plupart d'entre eux envisagent également de repartir un jour. Nous rendrons compte des dynamiques propres à l'accueil de ces migrants francophones, de même qu'à l'impact de cette dimension migratoire à la fois sur le dynamisme communautaire de ces francophonies, mais également sur un contexte sociopolitique marqué par la présence des communautés autochtones, qui ne connaissent pas la même mobilité que leurs compatriotes venus du sud.

Approcher les francophonies boréales

L'Institut de recherche sur les minorités linguistiques a lancé une étude sur les communautés francophones des territoires, pour chercher à comprendre quels étaient les enjeux et les défis auxquels ces communautés étaient particulièrement confrontées, notamment s'agissant de leur pérennisation linguistique. La question était notamment de savoir quels étaient les facteurs de vitalité de ces « francophonies boréales », et si ces facteurs correspondaient aux francophonies en situation minoritaires rencontrées dans le Canada du sud (ROBINEAU, TRAISNEL *et alii* : 2010).

L'approche a essentiellement consisté à questionner la notion de communauté francophone, en s'intéressant tout à la fois aux pratiques linguistiques, mais aussi aux représentations communautaires. Cela a notamment nécessité d'aller au-delà d'une approche strictement comptable ou socio-démographique pour nous intéresser, notamment, aux dynamiques politiques et sociologiques de ces petites francophonies. Pour ce faire, nous avons entrepris une démarche un peu plus ethnographique que la simple consultation des portraits statistiques, en effectuant une centaine d'entretiens semi-directifs, des focus groupes, et des observations directes durant plusieurs semaines. Nous avons également rassemblé les informations disponibles par le recueil de données secondaires, soit par voie électronique (à travers les multiples sites internet) soit par voie plus traditionnelle (archives, recueil de documents papiers) et notamment les divers portraits statistiques produits par Statistique Canada (LEPAGE *et alii* : 2011).

Les données ainsi recueillies et analysées donnent un portrait assez précis de ces communautés. Nous avons particulièrement questionné les

COAST, TO COAST...TO COAST

dynamiques socio-politiques notamment en tentant de repérer les rapports entre trois groupes très inter-reliés : le contexte territorial, composé de l'ensemble des individus présents dans les territoires et constitutif d'un ensemble de contraintes, mais également de possibilités politiques auxquelles les francophones doivent répondre ; le groupe d'aspiration francophone, désignant plus précisément l'ensemble des organismes, institutions communautaires et militants qui cherchent à représenter la communauté, à revendiquer, ou à mobiliser les ressources disponibles à travers l'emploi de répertoires d'action qui caractérisent les groupes communautaires. Enfin, troisième élément repéré, la communauté francophone elle-même dont les termes dépendent tout à la fois du travail politique du groupe d'aspiration, mais également de la reconnaissance de cette communauté particulière par les divers groupes et gouvernements présents dans le contexte territorial (notamment : les gouvernements territoriaux et fédéral ; les communautés autochtones, les anglophones présents sur les territoires et les diverses communautés culturelles).

Quels sont les principaux enseignements de cette recherche ? D'une part, que les facteurs de vitalité linguistique sont sensiblement différents de ceux que l'on rencontre habituellement dans le sud. En effet, si les éléments traditionnels de vitalité sont souvent évoqués par les francophones du nord (disposer de meilleurs services en français, d'une meilleure visibilité ; garantir l'application effective des obligations gouvernementales quant au bilinguisme et à la promotion des langues en situation minoritaire), d'autres doivent également être mentionnés comme des défis particuliers qui se posent aux francophonies boréales. Nous les avons regroupés en 4 : le défi du contexte particulier du grand nord canadien (écoumène, économie, société) ; le défi de la (petite) taille des communautés à l'étude ; le défi du caractère migrant de ces communautés ; et enfin, le défi du statut de la langue française, une langue qui apparaît souvent aux francophones rencontrés tout à la fois locale plus qu'internationale, mais également venue d'ailleurs et dont certains remettent en question la légitimité dans le nord du Canada, en dépit de sa reconnaissance officielle et de sa visibilité particulière.

Ces 4 défis questionnent en fait une réalité propre aux francophonies boréales et sur laquelle nous allons ici nous arrêter : leur réalité migratoire. En effet, comme nous allons le voir, les francophonies boréales sont composées à plus de 80% de personnes venues d'ailleurs. Cette particularité a une incidence sur la vitalité linguistique de ces minorités francophones, et notamment sur les pratiques linguistiques et les représentations identitaires de ses membres.

Après être revenu sur le contexte démo-linguistique et géographique des territoires, et la place occupée, dans ce contexte, par le phénomène migratoire, notamment chez les francophones, nous montrerons à quel point il est possible de considérer les communautés francophones des territoires comme de véritables « sociétés de migrants » au sein desquelles la distinction « accueilli-accueillant » se trouve être assez singulièrement remise en question.

Une société d'accueil bien particulière

Les trois territoires du grand nord canadien sont en fait de petites sociétés d'accueil. Occupant près de 33% de la superficie totale du Canada, les Territoires ne représentent que 0.3% de la population canadienne, installée surtout au nord du 60^e parallèle : environ 100 000 personnes, sur un espace grand comme un continent. Il s'agit donc de très petites communautés (environ 30 000 au Yukon, 41 000 aux TNO et 29 000 au Nunavut) même si la plupart des résidents des territoires sont concentrés dans ou autour des capitales que sont Whitehorse, Yellowknife et Iqaluit¹.

À cet écoumène spécifique s'ajoute un paysage linguistique là aussi très différent de celui rencontré dans les provinces canadiennes. Dans les trois territoires en effet, les langues autochtones connaissent, sinon une reconnaissance officielle, du moins un statut spécial. Au Nunavut, environ 70% de la population déclare l'Inuktituk comme langue maternelle, dans un territoire qui compte 3 langues officielles (anglais, français, Inuktituk). Aux Territoires du Nord-Ouest (TNO), c'est environ 3% de la population qui déclare une langue autochtone comme langue maternelle, mais le gouvernement territorial reconnaît 9 langues officielles en plus de l'anglais et du français. Quant au Yukon, sa situation est un peu particulière : si les autochtones sont, comme dans les autres territoires, présents et visibles plus qu'ailleurs au Canada, les langues autochtones, qui jouissent d'un statut particulier (notamment dans l'affichage), n'ont cependant pas le statut de langue officielle, à l'instar de l'anglais et du français.

Nous sommes donc en présence de trois territoires où les cultures autochtones jouissent d'une reconnaissance et d'une visibilité comme nulle part ailleurs au Canada. Cette reconnaissance vient en fait renforcer un fort sentiment d'appartenance aux diverses communautés autochtones,

¹ Les chiffres cités dans cet article sont tirés du document de Statistique Canada précité (LEPAGE *et alii* : 2011).

COAST, TO COAST...TO COAST

puisqu'environ la moitié des habitants des territoires déclarent, dans les recensements, avoir une identité autochtone.

Autre particularité, institutionnelle cette fois, les trois territoires canadiens n'ont pas les mêmes institutions que les provinces et sont engagés dans un lent processus de dévolution au profit des trois gouvernements territoriaux. Longtemps sous la tutelle directe du Parlement d'Ottawa, les trois territoires jouissent de plus en plus d'autonomie politique, économique et sociale et en viennent à gérer des domaines de compétence toujours plus importants tels que l'éducation, le développement économique, la santé.

Ce processus de dévolution soulève la question des obligations en matière linguistique, puisque le gouvernement fédéral a adopté depuis la fin des années 1960 une législation et des politiques publiques visant à soumettre toutes les institutions fédérales au bilinguisme, et à obliger le gouvernement à entreprendre des actions positives en vue de renforcer la vitalité linguistique des diverses communautés de langues officielles en situation minoritaire (anglophones du Québec et francophones ailleurs qu'au Québec). Pour les territoires, la question qui se pose est la suivante : dans quelle mesure et jusqu'à quel point les gouvernements territoriaux sont eux aussi soumis à ces obligations linguistiques, étant donné que ces gouvernements sont une création du Parlement fédéral ? Autre question : dans quelle mesure ces obligations linguistiques sont compatibles avec la volonté affichée par les gouvernements territoriaux de promotion et d'épanouissement des langues et cultures autochtones dans les trois territoires ? Ces questions se trouvent régulièrement soulevées à l'occasion de litiges opposant les représentants communautaires francophones aux gouvernements territoriaux et au gouvernement fédéral, dans des dossiers tels que ceux de l'éducation.

Diverses législations linguistiques territoriales ont été adoptées jusqu'à présent et semblent respecter le statut spécifique obtenu par le français. Ainsi, la *Loi sur les langues officielles des Territoires du Nord-Ouest*, adoptée en 1984 et modifiée en 1990, a créé un poste de Commissaire aux langues officielles et reconnaît le français, l'anglais de même que neuf langues autochtones. Le Yukon a également adopté, en 1988, sa *Loi sur les langues* et reconnaît les deux langues officielles du Canada de même que « l'importance des langues autochtones ». Quant au Nunavut, créé en 1999, il a adopté sa propre *Loi sur les langues officielles* en 2009, et reconnaît à travers elle l'égalité entre le français, l'anglais et la langue inuite, tout en instituant lui aussi un poste de Commissaire aux langues. À noter également que le secteur de

l'éducation fait l'objet aux TNO et au Yukon d'une législation spécifique visant à reconnaître les droits aux francophones à une éducation dans leur langue.

Les francophones jouissent donc d'un statut quelque peu hybride : d'un côté, à travers le bilinguisme fédéral officiel, le français jouit d'un statut équivalent à celui de l'anglais. D'un autre côté, à l'instar des autres langues en situation minoritaire dans les territoires (les langues autochtones), sa situation demeure très fragile et sa vitalité problématique face à l'omniprésence de l'anglais dans de nombreux domaines, dont celui du développement économique et de l'emploi.

Car les francophones dans les territoires constituent de petites communautés : ils sont un peu plus de 1200 de langue maternelle française au Yukon (4% de la population), 1000 (2%) et 400 (1%) respectivement aux TNO et au Nunavut. Dans l'ensemble, ils forment un peu plus de 3% de la population des territoires, ce qui équivaut à la moyenne nationale des francophones en situation minoritaire au Canada (4%). Ceci étant, il faut mentionner que plus de 7 francophones sur 10 résident en ville ou dans les grands centres, ce qui leur donne une bonne visibilité. À noter également que depuis 1971, le nombre de francophones dans les territoires s'est accru de 1000 personnes, passant de 1610 à 2555 de 1971 à 2006.

Il convient également de préciser que ces chiffres ne prennent pas en compte un nombre significatif de francophones qui ne sont pas de langue maternelle française : les francophones de langue maternelle anglaise (ou francophiles), de même que les immigrants francophones présents pour une durée de séjour limitée, ou qui ne sont ni résidents ni citoyens. C'est là une réalité propre aux territoires : en dehors des populations d'origine autochtone, les communautés des trois territoires sont marquées par le phénomène migratoire et un va-et-vient important entre le nord et le sud.

Les dynamiques migratoires dans les Territoires : le cas des francophonies boréales

Ces dynamiques migratoires marquent depuis longtemps la réalité des territoires, et restent tributaires d'une histoire en « dents de scie » qui suit les fluctuations des booms économiques et des crises quant à l'exploitation des matières premières et des ressources naturelles présentes dans ces régions. Ainsi, rappelons que durant la ruée vers l'or, qui a marqué la région du Klondike au début du XX^e siècle, Dawson au Yukon était considérée comme la ville la plus peuplée de la côte ouest au nord de San Francisco et à l'ouest de

COAST, TO COAST...TO COAST

Winnipeg avec plus de 30 000 habitants (contre à peu près 2000 aujourd'hui). Ceci étant, les migrations sont également l'histoire de reflux successifs : là aussi, l'épuisement des ressources se traduit par le départ de la plupart des migrants : les lieux de mémoire à Dawson city ou le reportage effectué par Pierre Berton, sur le déclin de Dawson, illustrent la désertion de certains lieux qui ont suivi les années fastes de la fièvre de l'or (BERTON : 1958).

Dans ces vastes mouvements migratoires accompagnant l'exploitation des ressources naturelles, les francophones jouaient un rôle non négligeable, et certains noms tels qu'Émilie Tremblay ou Joe Ladue rythment encore les évocations de cette histoire pionnière, notamment dans les divers lieux de mémoire de Dawson City ou de Whitehorse. De même, rappelons ici le travail d'exploration et de recherche effectué par certains Oblats français dans les Territoires du Nord-Ouest, tel que le père Émile Petitot, missionnaire auprès des Dénés. Autre indice d'influence des francophones : la toponymie, et les noms francophones dont certaines communautés autochtones, et parmi elles les Métis, ont pu parfois hériter.

Quel est le portrait migratoire plus contemporain de ces communautés ?

Nous avons souligné précédemment l'importante présence des communautés autochtones. Celles-ci ont bien évidemment dû faire face, et souvent subir ces mouvements. Avec le processus de dévolution et l'autonomie grandissante des gouvernes territoriales, ces communautés disposent désormais de possibilités politiques pour contribuer plus que par le passé aux prises de décisions publiques. Le processus migratoire se fait désormais certes toujours en fonction des besoins économiques et géopolitiques de plus en plus prégnants dans la région, mais aussi en fonction du besoin et des ressources de ces communautés, et notamment de l'aptitude des autochtones à assurer eux-mêmes les emplois disponibles dans la région.

L'immigration internationale est faible dans les territoires. En 2006, ce sont un peu plus de 7000 individus nés à l'extérieur du Canada et installés dans les territoires qui étaient recensés par Statistique Canada (environ 8% de la population totale des territoires). Au Yukon, 3005 individus recensés en 2006 sont nés à l'étranger. Parmi eux, 1950 ont immigré avant 1991, et 385 entre 2001 et 2006. Dans les TNO, ce sont 2815 Ténos qui sont nés à l'étranger, avec 1470 individus ayant immigré avant 1991, et 600 entre 2001 et 2006. Au total, c'est près d'une centaine de nationalités qui se trouvent représentées aux TNO et dans la capitale Yellowknife. Quant au Nunavut, l'immigration

recensée est encore plus faible, avec 455 Nunavois nés à l'étranger, dont 300 ayant immigré avant 1991, et 55 entre 2001 et 2006. À noter également que la répartition géographique de ces immigrants est très inégale, ces derniers s'installant surtout à Whitehorse (2295), Iqaluit et Yellowknife (2140). À ces chiffres il conviendrait d'ajouter la présence dans les territoires d'individus qui ne sont pas considérés à proprement parler comme des immigrants, mais qui sont en nombre important : certains saisonniers, installés dans les provinces et qui viennent travailler occasionnellement dans les territoires, de même que de individus présents pour moins d'une année, mais qui peuvent travailler sur place (par exemple, programme vacances-travail).

Quant au nombre de migrants interprovinciaux, les proportions sont plus conséquentes. Ainsi, pour la période la plus récente dont les chiffres sont disponibles (entre 2001 et 2006), ce sont 12 456 individus provenant des provinces qui se sont installés dans les territoires. Cependant, le solde migratoire est négatif, car ces arrivées ont été accompagnées de départs, à hauteur de 13 824 individus ayant quitté les territoires pour s'installer dans les provinces canadiennes. Pour les autres périodes recensées de 1981 à 2001, les flux sont similaires, avec un solde migratoire global négatif, surtout entre 1996 et 2001, où les arrivées moins les départs se traduisent par un chiffre de 6248 individus en moins. Là aussi, il conviendrait d'ajouter à ces individus venus d'autres provinces les saisonniers, présents parfois de manière régulière dans les territoires, mais pour quelques mois seulement, et qui, étant installés dans les provinces canadiennes, passent parfois plusieurs mois dans les territoires pour y travailler, notamment dans les secteurs du tourisme et de la restauration (Yukon) ou des transports (Nunavut).

Ces chiffres illustrent une partie de la tendance propre aux sociétés territoriales : l'importance des flux migratoires, et plus particulièrement entre les territoires et les provinces canadiennes. En effet, non seulement les territoires reçoivent beaucoup de migrants, mais nombre de ceux-ci finissent par repartir un jour, sans compter ceux qui, nés dans un territoire, décident de s'installer dans une des provinces du sud. Nous sommes donc face à des communautés qui connaissent, en permanence, un profond renouvellement d'une grande partie de leurs membres.

Qu'en est-il maintenant des communautés francophones présentes dans les territoires ?

Bien évidemment, elles aussi connaissent ces importants flux de population, et des taux de renouvellement importants. Ceci étant, le portrait

COAST, TO COAST...TO COAST

reste particulier, puisque les francophones connaissent des processus migratoires bien plus systématiques que les populations de langue anglaise ou autres.

Pour rendre compte de la présence des immigrants francophones dans la communauté francophone, il est difficile de prendre comme critère celui de la langue maternelle. En effet, de nombreux immigrants francophones ont une langue maternelle autre que le français. Nous avons donc choisi ici de retenir plutôt les chiffres de la langue la plus souvent parlée à la maison, qui nous donnera un aperçu plus intéressant de la proportion des immigrants au sein des communautés francophones. Ainsi, au Yukon, sur les 540 personnes qui parlent le français le plus souvent à la maison, 80 sont des immigrants. Aux TNO, la proportion est de 40 sur 440, tandis qu'au Nunavut, les immigrants représentent 10 personnes sur 200. On le voit, la proportion n'est pas la même d'un territoire à un autre : environ 1 sur 7 au Yukon, 1 sur 10 aux TNO et 1 sur 20 au Nunavut. Cela s'explique notamment par l'importante présence d'Européens installés au Yukon, et des durées de séjour au Yukon plus importantes que dans les deux autres territoires. Quant au Nunavut, il faut notamment ajouter les nombreux travailleurs saisonniers nés à l'étranger et souvent venus du Québec et qui ne sont pas recensés comme installés dans les territoires.

Si maintenant on considère la première langue officielle parlée (PLOP), et la proportion des immigrants dont la PLOP est le français, les chiffres nous présentent une proportion d'immigrants qui correspond à la proportion de francophones nés dans les territoires. En effet, si 12.3% des francophones des territoires sont nés dans les territoires, 11.6% d'entre eux sont nés à l'extérieur du Canada. Il y a donc, en proportion, à peu près autant de francophones d'origine immigrante que de francophones nés dans les territoires, ce qui donne aux immigrants une visibilité et une influence certaines au sein de ces petites communautés. Là aussi, il convient de distinguer entre le Nunavut, où la proportion d'immigrants (5.5%) est très inférieure à la proportion de francophones nés dans les territoires (près de 18%), alors qu'inversement, au Yukon, les immigrants représentent un peu plus de 14% de la communauté, contre un peu moins de 10% des francophones nés dans les territoires (chiffres de 2006).

Donc il y a une proportion significative d'immigrants francophones au sein de ces petites communautés, et inversement, une proportion très faible de francophones nés dans le territoire. Cette situation est assez singulière et caractéristique des francophonies boréales car la plupart des francophonies du sud sont en effet caractérisées, à l'exception de certaines situations particulières

telles que les grands centres comme Ottawa, Toronto ou Vancouver, de communautés où le nombre de francophones nés dans la province est supérieur au nombre de francophones nés à l'étranger. Les stratégies d'accueil des immigrants sont donc dans le sud souvent établies par des organismes communautaires au sein desquels on retrouve des membres de la communauté d'accueil et des immigrants installés depuis plus ou moins longtemps. C'est par exemple le cas à Moncton, où la communauté acadienne, à travers ses organisations, s'est investie dans des projets d'accueil et d'aide à l'installation des immigrants, à travers notamment la création du CAIIMM (Centre d'accueil des immigrants du Moncton Métropolitain).

La situation est assez différente dans les francophonies boréales, où les migrants, c'est-à-dire les francophones nés dans les provinces du Canada et installés dans les territoires sont très largement majoritaires dans la communauté. Ainsi, ils représentent 76,1% des francophones au Yukon, 76.9% aux TNO et 76.7% au Nunavut. Ce sont donc plus des trois quarts des francophones qui sont nés dans une province canadienne.

On constate donc qu'avec les immigrants francophones, plus de 8 francophones sur 10 proviennent d'ailleurs. Par comparaison, la moyenne canadienne de mobilité est seulement de 32%, et celle des territoires est de 48%. À ceci, il convient également de mentionner que bon nombre des francophones nés dans les territoires sont en fait les enfants de migrants venus s'installer dans les territoires, et de rappeler que ces migrations se traduisent non par une installation définitive, mais par un séjour plus ou moins long, pour comprendre que les trois francophonies boréales doivent répondre, dans leur volonté de pérennité linguistique, à des défis bien particuliers au cœur desquels on trouve la question de l'installation, de l'accueil et de la rétention des « nouveaux » arrivants, puisque ceux-ci représentent en fait la communauté francophone dans son ensemble. Car ce ne sont pas seulement les immigrants francophones qui viennent s'installer dans les territoires. Ce sont les francophones canadiens eux-mêmes qui se trouvent confrontés eux aussi aux défis de l'installation dans un contexte présentant certes quelques similarités avec le sud, puisqu'il s'agit du même pays, mais également de nombreuses différences. Nous sommes donc, dans les territoires, non pas face à une communauté francophone d'accueil confrontée aux défis de l'installation des nouveaux arrivants, mais à une communauté francophone d'accueillis confrontée en permanence, dans ses efforts de pérennisation linguistique et de gestion des services communautaires, au défi migratoire et à celui de la rétention.

Un impact sur la vitalité des communautés francophones en présence

Les questions du recrutement, de l'accueil et de la rétention des nouveaux arrivants ne sont pas qu'un problème d'accès à des services d'aides. Le fait que la plupart des francophones soient des migrants ou des immigrants a un impact direct sur les facteurs de vitalité linguistique de la communauté, notamment au niveau des pratiques linguistiques, mais également des représentations identitaires.

Le caractère temporaire de la présence des francophones (la plupart d'entre eux, rappelons le, viennent d'ailleurs, mais envisagent également de repartir un jour) marque leur rapport à leur environnement et au contexte territorial, mais également à la communauté francophone. Lors des entretiens semi-directifs que nous avons menés durant plusieurs séjours sur place dans les trois territoires, nous avons pu constater à quel point l'expérience racontée par nos interlocuteurs était marquée par l'idée du *passage*, le territoire étant moins le lieu d'une installation pensée comme définitive, qu'une étape dans une vie faite de déplacements. D'une certaine manière, les francophones présents dans les territoires habitent un « ailleurs » plus ou moins durable. Si l'on se réfère aux entretiens, la durée moyenne de séjour dans les territoires se situerait autour de 2-3 ans au Nunavut, 3-4 ans aux TNO et 4-5 ans au Yukon. Cette idée de passage est cependant présentée comme jalonnée d'étapes chacune marquée par des besoins et des défis spécifiques, tant au niveau des pratiques linguistiques qu'au niveau des représentations identitaires.

La première d'entre elles est celle de la motivation du départ, avant l'installation. Les motivations peuvent être très diverses. Elles vont du pragmatisme le plus économique (faire des affaires, débiter sa carrière dans la fonction publique, améliorer ses revenus) à la quête d'aventure et de découvertes (les grands espaces naturels, les cultures et langues autochtones), en passant par la volonté de quitter un quotidien pesant (rupture, divorce, lassitude, absence de perspective). Dans cette motivation du départ, la question linguistique occupe peu de place : rares sont les francophones qui espèrent retrouver dans les territoires des services en français tels qu'ils peuvent exister au Québec ou dans d'autres provinces. Cette première étape est suivie par celle de l'installation, avec la fin d'un certain imaginaire, celui qui a prévalu à la décision du départ, et la découverte d'une réalité parfois déroutante, dans le bon ou le mauvais sens du terme. La plupart de nos interlocuteurs ont décidé de rester, et ont donc d'une certaine manière passé le cap de ce que beaucoup décrivent comme un « choc ». Il s'agit en fait d'un désenchantement, et d'une confrontation à la réalité d'une installation dans un environnement parfois très

différent : recherche de logement, éventuellement d'un emploi, prise de marques, développement d'un réseau de connaissances, dans un milieu où, bien souvent, la famille reste très éloignée, et ce dans de petites communautés, sous un climat parfois rude et un environnement souvent très différent de celui du sud. Ils évoquent également la découverte d'une autre culture. Les besoins sont alors très nombreux, au niveau de l'emploi, mais également au niveau des capacités de socialisation et de réseautage, et de connaissance des sociétés autochtones.

L'étape qui suit consiste à s'installer dans la durée, avec les conditions de cette durabilité : bon logement, bon emploi, l'accès à des services répondant à des besoins spécifiques (notamment au niveau linguistique), l'insertion dans divers réseaux sociaux. Là aussi, cette durabilité est conditionnelle car c'est là que l'accès à des services de santé en français, ou à un enseignement répondant à la demande, s'avère crucial. Cette étape de l'installation durable n'est cependant pas la dernière : très souvent, elle ne fait en effet que précéder l'étape ultime, celle du départ. Cette étape peut être planifiée, souvent dès les projets d'installation (certains migrants, encore une fois, n'envisagent leur installation dans les territoires que comme une étape de vie circonscrite dans le temps). Elle peut également être décidée en cours de séjour, pour des raisons qui tiennent autant à une forme de lassitude, d'une étape nouvelle (scolarisation des enfants), ou des défis qui nécessitent un retour ou une installation ailleurs (maladie, besoin de retrouver la famille et les proches, retraite). Elle peut également être due, non à une insatisfaction quant aux services offerts, mais à leur inadéquation au regard des besoins. Car ces petites communautés ne peuvent que très difficilement répondre à tous types de besoins portés par des francophones marqués par la diversité d'origine, de pratiques linguistiques, ou d'appartenance.

Cette diversité s'exprime notamment à travers les pratiques linguistiques et communautaires. C'est une francophonie canadienne « en miniature » qu'on rencontre dans les territoires. Parmi les francophones nés au Canada et installés dans les territoires entre 2001 et 2006, on retrouve ainsi 54% de Québécois, 7% d'Acadiens du Nouveau-Brunswick, 17% de franco-ontariens, 21% de francophones provenant des autres provinces. À ceci s'ajoute également les immigrants francophones et les francophones de langue maternelle anglaise. Cette diversité de provenance a un impact sur les pratiques linguistiques : les francophones issus de milieux majoritaires ont souvent moins d'expérience du milieu minoritaire et assez peu d'attentes en terme de service en français, ces services constituant en général pour ces francophones une heureuse surprise à

COAST, TO COAST...TO COAST

leur arrivée. C'est la plupart du temps, une insouciance qui caractérise leurs pratiques linguistiques, et un rapport très instrumental à la langue : ils inscriront leurs enfants plus facilement à l'école anglophone, par exemple, ou ne chercheront pas à développer des réseaux sociaux avec les francophones. À l'inverse, les francophones issus de milieu minoritaires sont souvent mieux préparés et « initiés » à la vie en milieu minoritaire. S'ils peuvent ressentir plus ou moins fortement une forme d'insécurité linguistique, notamment dans l'usage du français dans les services publics et les institutions, ils seront également plus enclins à réclamer ou utiliser les services en français lorsqu'ils sont disponibles.

Les pratiques communautaires elles aussi subissent l'influence de cette diversité. Si on rencontre, comme dans les francophonies du sud, les « toujours les mêmes », militants infatigables ou permanents et professionnels du monde communautaire, on retrouve également les « usagers », les francophones qui utilisent les services sans nécessairement s'engager complètement dans la vie de la communauté, et les « silencieux », ceux qui, tout en étant francophones, n'ont pas l'intention de « vivre en français » dans les territoires ni de « faire communauté », mais plutôt de « faire société » en s'insérant non pas nécessairement dans la francophonie locale, mais plus généralement dans la société territoriale.

Quant aux organismes francophones, ils doivent faire face à cette diversité et y répondre, tant dans leur fonctionnement (les membres de ces organismes sont eux aussi marqués par la diversité) que dans l'offre de services : comment, par exemple, penser l'école francophone en tenant compte des besoins exprimés par certains francophones en terme de connaissance linguistique (maîtrise de l'anglais, connaissance des langues autochtones) et en terme de réseaux sociaux (les petits effectifs dans le secondaire confrontés au besoin difficilement satisfait de socialisation des adolescents et préadolescents), tout en assurant un des mandats de l'école de la minorité : favoriser, à travers la proposition d'un milieu scolaire linguistiquement homogène, la transmission du français d'une génération à une autre ?

Les services d'accueil constituent bien souvent également des secteurs stratégiques pour ces communautés de migrants. Or, comment assurer des services permettant aux nouveaux arrivants de réussir leur insertion ? Comment répondre à la diversité en termes de besoins dans des communautés très petites ?

Autre défi qui se pose avec acuité pour les organismes francophones : le renouvellement des militants, de la main d'œuvre, et des interlocuteurs institutionnels. Il est très difficile pour ces organismes de faire face au flux de personnels. La formation ou l'initiation des nouveaux arrivants au fonctionnement des services communautaires accapare les ressources, et rend problématique le suivi de certains dossiers. Les interlocuteurs institutionnels des organismes communautaires sont eux aussi confrontés à ce type de défis. Comment assurer des services bilingues lorsqu'il est déjà très difficile de recruter et maintenir en poste certains personnels ? Par ailleurs, comment entretenir un rapport de collaboration et de confiance entre des partenaires, dans les rapports institution-communauté lorsque les interlocuteurs changent fréquemment ?

Francophonie du passage

Avec le développement des institutions francophones dans les trois territoires, dans des secteurs clés tels les arts et la culture, l'éducation, le développement économique et maintenant la santé ou l'accueil des nouveaux arrivants, nous assistons à la configuration d'une nouvelle forme de francophonie minoritaire qui vient s'ajouter à l'extrême diversité des francophonies canadiennes. La singularité de ces trois communautés réside tout à la fois dans le contexte de multilinguisme dans lequel elles évoluent, dans leur taille très restreinte, dans la reconnaissance officielle dont elles font l'objet, mais surtout dans le caractère migrant de la plupart de ses membres.

Ces communautés de migrants posent toutes les trois une série de questions autour des notions de société d'accueil et d'insertion de groupes humains dont les comportements ne consistent plus nécessairement à s'installer durablement, mais à évoluer tout au long de leur vie entre plusieurs lieux, plusieurs attaches. D'une certaine manière, il semble que les francophonies boréales préfigurent certaines tendances concernant de plus en plus d'individus qui, ayant vécu une ou plusieurs expériences d'expatriation trouvent dans le changement (contraint ou choisi) des lieux de résidence, un rythme de vie dans lequel ils ont fini par s'inscrire.

S'installer « ici » pour un jour mieux repartir semble le modèle le plus couramment rencontré chez les francophones des territoires, quitte parfois à adopter le Yukon, le Nunavut ou les TNO comme port d'attache, mais comme port d'attache seulement. Les amarres sont faciles à larguer, mais faciles à fixer de nouveau, plus tard, au retour.

COAST, TO COAST...TO COAST

Une telle perspective est-elle compatible avec les objectifs, problématiques et besoins des sociétés d'accueil, notamment en terme de vitalité identitaire ou culturelle ? Rien n'est moins sûr. Les débats sur la double nationalité en France, ou ceux sur l'identité nationale sont l'illustration d'une société d'accueil qui peine encore à comprendre cette nouvelle culture de la mobilité qui caractérise pourtant un nombre grandissant d'individus, d'ailleurs souvent contraints à cette mobilité, soit que ces individus quittent le territoire national, soit que ces individus viennent s'y installer de manière plus ou moins durable. Rappelons que plus de 2,5 millions de Français vivent à l'extérieur de la France. Inversement, les gouvernements finissent par reconnaître ou aménager un statut à cette mobilité : c'est le cas en France, où en 2012, pour la première fois, les Français installés à l'étranger vont pouvoir choisir, comme les autres Français, leurs députés. C'est également le cas au Canada où de plus en plus, les francophonies en situation minoritaire créent des organismes d'installation et d'accueil des nouveaux arrivants, ou cherchent, à travers des programmes comme « Destination Canada » à recruter de nouveaux arrivants et à attirer ces citoyens de plus en plus mobiles.

Chacune des trois francophonies boréales semble mettre en question la pertinence du « modèle » de l'installation et de la notion d'accueil au regard des flux. Le lieu d'installation a-t-il encore le même sens dans les processus migratoires ? S'agit-il d'un lieu-réceptacle, comme auparavant ou plutôt d'un lieu-passage, dans lequel l'individu ne cherche plus à laisser sa trace, ou s'enraciner, mais au contraire, à la manière de nomades postmodernes, à voir et puis repartir ?

Christophe TRAISNEL

Bibliographie

- BERTON Pierre, (1958), *City of Gold*, court-métrage, 21 mn.
- BRETON Raymond (1964), « Institutional Completeness of Ethnic Communities and the Personal Relations of Immigrants », *Journal of American Sociology*, vol. 70, 193-205.
- JENSON Jane et Suzan PHILLIPS (1996), « Regime Shift : New Citizenship Practices in Canada », *International Journal of Canadian Studies*, vol. 14, automne, 111-136.
- ROBINEAU Anne, Christophe TRAISNEL *et alii*, (2010), *Les francophonies boréales. Rapport*, http://publications.gc.ca/collections/collection_2012/pc-ch/CH14-27-2010-fra.pdf
- LEPAGE Jean-François, Brigitte CHAVEZ et Camille BOUCHARD-COULOMBE (2011), *Portrait des minorités de langue officielle au Canada : les francophones du Yukon, des Territoires-du-Nord-Ouest et du Nunavut*, *Statistique Canada*, 63 p.
- TRAISNEL Christophe (1998), *Francophonie, francophonisme. Groupe d'aspiration et formes d'engagement*. Paris : LGDJ Panthéon-Assas, 1998.